



SAHARA INFO

Bulletin de l'Association des Amis de la R.A.S.D.

N° 34-35
MAI-JUIN 1979
PRIX : 5 F

Commission Paritaire N° 58229

MENSUEL D'INFORMATION SUR LE SAHARA OCCIDENTAL

ALERTE ! MANŒUVRES DE L'ÉLYSÉE CONTRE LA PAIX

LA MAURITANIE ET LE DIKTAT FRANCO-MAROCAIN



Dans ce numéro :

- Le 6^e anniversaire du déclenchement de la lutte armée par le Front Polisario
- **DOCUMENT :**
Les manœuvres contre le peuple sahraoui
- Appel à la mobilisation
- Pétition nationale

Qui est derrière Sahara Info ?

Des amis du peuple sahraoui appartenant à toutes les sensibilités politiques, syndicales et philosophiques.

Présidence de l'Association : Roger Brisch, Jacques Chatagner, Jean-Pierre Chevènement, Denise Duboscq, Maxime Kalinsky, Victor Leduc, Marcel Omet, Chantal Perez.

Secrétaire général : Thomas Jallaud.

Comité de rédaction : Grégoire Carrat, Denise Duboscq, Gilles Gauthier, Jean-Paul Meyer, Edouard Roland, René Toussein et Lise Vianey.

Collaborateurs : Maurice Barbier, François Beslay, Jean Copans, Serge Demailly, Constant Hamès, Raymond Josse, Edmond Jouve, Georges Labica, Guy Toureaux, Raoul Weexsten (liste non close).

Sommaire

Éditorial	p. 2
6 ^e anniversaire du déclenchement de la lutte armée par le Front Polisario.....	p. 3
Brèves	p. 4
DOCUMENT :	
Manœuvres contre le peuple sahraoui et le Front Polisario et tentatives de consolidation de l'Axe Paris - Madrid - Rabat - Nouakchott - Dakar	p. I
• Cartes	p. II
• Avant-propos	p. III
• Les principaux artisans du complot contre la paix	p. IV
• Le scénario	p. V
• La stratégie impérialiste contre le peuple sahraoui	p. VII
• Conclusion	p. XI
• Chronologie	p. XII
Appel à la mobilisation.....	p. 5-6
Pétition nationale	p. 7-8

« Sahara-Info », bulletin de l'Association des Amis de la R.A.S.D.
B.P. 236 - 74 264 Paris Cedex 06
Directeur de la publication : Denis Pryn
Commission Paritaire N° 58 229
Imprimerie CH. CORLET
14110 Condé-sur-Noireau
N° B.N. ISSN 0150 - 262 X

ÉDITORIAL

Chers amis,

Ce Sahara-Info se présente sous une forme inhabituelle. En effet, devant la multiplication des manœuvres en cours contre les droits du peuple sahraoui à l'autodétermination et à l'indépendance, nous avons décidé, pour ce numéro, de nous contenter d'une simple frappe des textes afin de pouvoir les imprimer immédiatement et vous les faire ainsi parvenir dans les délais les plus brefs.

Vous trouverez dans ce bulletin un long document qui, nous l'espérons, apportera des réponses aux nombreuses questions que se posent les amis du peuple sahraoui par rapport aux récentes déclarations du gouvernement français sur la question du Sahara occidental. Elles pourraient laisser croire qu'il y a de sa part une volonté de favoriser la dynamique de la paix déclenchée par le Front Polisario le 12 juillet dernier grâce à la proclamation d'un cessez-le-feu unilatéral sur le Front Sud. Il n'en est rien, comme vous le constaterez en lisant ce bulletin.

Ce 26 mai, une nouvelle rencontre devait avoir lieu à Tripoli entre le Front Polisario et le gouvernement mauritanien pour la mise en application du protocole d'accord mauritano-lybien signé le 22 avril dernier et prévoyant la restitution du Rio de Oro au Front Polisario. Or aucun représentant du gouvernement mauritanien n'est venu rencontrer la délégation sahraouie. Cette absence est significative. Voici des mois que le gouvernement français tente d'empêcher la signature d'un accord mauritano-sahraoui en orchestrant la déstabilisation en Mauritanie.

Face aux succès politiques et militaires du Front Polisario, le gouvernement français tente de renforcer et consolider l'axe Paris - Madrid - Rabat - Nouakchott - Dakar. Tel est le sens du coup de force mauritanien du 6 avril 1979 destiné à faire revenir la Mauritanie dans le giron français, et qui permit au colonel Bouceif (décédé le 27 mai dans un accident d'avion) de prendre le pouvoir à Nouakchott. En organisant ce type de coup de force pro-marocain, le gouvernement français indique clairement ses choix pour l'avenir. La présence militaire française est renforcée en Mauritanie et au Maroc. A nouveau les Jaquars et les Bréguets Atlantic survolent le territoire de la République Arabe Sahraouie Démocratique.

Le Président Giscard d'Estaing est prêt, au nom de la défense des intérêts de l'impérialisme français dans cette région, à tout mettre en œuvre pour empêcher le peuple sahraoui d'exercer son droit à l'autodétermination qui lui est reconnu par l'O. N. U. et l'O. U. A.

Cette situation exige notre vigilance à tous. Derrière les déclarations du gouvernement français visant à masquer les intentions réelles, sachons percevoir le bruit des préparatifs militaires des armées d'agression qui occupent le Sahara occidental grâce au soutien actif des conseillers militaires français.

Cette situation exige également notre mobilisation à tous. C'est pourquoi nous vous demandons instamment deux gestes de solidarité avec le peuple sahraoui et le Front Polisario.

— A la fin de ce bulletin vous trouverez une feuille mobilisation destinée à permettre le renforcement de notre Association. Remplissez-la et faites-nous la parvenir.

— En dernière page vous trouverez une pétition, carte à envoyer au Président de la République. Postez-la le plus rapidement possible. Faites connaître cette initiative autour de vous, et renvoyez-nous le coupon destiné à l'association.

Merci

6ÈME ANNIVERSAIRE DU DECLENCHEMENT DE LA LUTTE ARMEE PAR LE FRONT POLISARIO

La date du 20 Mai 1973 marque le déclenchement de la lutte armée à El Khanga, au nord-est de Jdiria, contre l'occupant espagnol.

Ce 6ème Anniversaire a été marqué par des fêtes organisées dans les camps sahraouis et par un grand meeting qui s'est tenu à Alger sous la Présidence de Mohamed LAMINE, Premier Ministre de la République Arabe Sahraouie Démocratique.

A l'occasion de cet évènement, Mohamed ABDELAZIZ a fait une importante déclaration. Nous en publions les extraits suivants :

"Les dirigeants mauritaniens ne sont pas libres de leurs décisions et de leurs positions. Toutefois nous ne perdons pas espoir avant notre rencontre prévue le 26 mai, date à laquelle doit entrer en application le protocole d'accord pour la restitution au peuple sahraoui des territoires sous occupation mauritanienne..."

"Nous lançons un appel au peuple mauritanien pour sauvegarder son unité. Les dirigeants mauritaniens jouent un rôle d'opresseur qui leur a été confié par des puissances dont les intérêts divergent avec ceux du peuple mauritanien..."

"Nous aurions mis fin à cette guerre si nous étions confrontés aux seuls marocains et mauritaniens. La preuve que nous ne sommes pas uniquement aux prises avec ces deux forces est que des avions français survolent notre territoire et violent notre espace aérien..."

"Pour le peuple sahraoui, l'opération est simple. Il impose sa liberté. Nous avons traversé une importante phase. En 1973, en ce même jour, le Front Polisario n'avait que 6 fusils et 12 hommes décidés à combattre la puissante Espagne. Notre volonté et notre détermination à recouvrer notre souveraineté ont été telles que nous avons bouté hors de nos frontières l'occupant espagnol..."

"Le peuple sahraoui ne consent pas de sacrifices pour défendre des intérêts de famille, et ne se sacrifie pas pour le trône ou pour des sièges au Parlement. Il veut son indépendance..."

"Les écoles qui ont formé les officiers supérieurs de la Guerre d'Algérie et du Vietnam sont celles là même qui livrent des spécialistes pour entraîner et former les forces marocaines. Ils assurent leur stratégie et les tactiques de défense et d'attaques des forces armées royales et les surarment au mépris des sacrifices des peuples".



*Mohamed Abdelaziz,
secrétaire général du Front Polisario*

B R E V E S

- L'Union Interparlementaire, réunie à Prague du 16 au 21 avril, a adopté une résolution sur le Sahara occidental, dans laquelle elle "réaffirme le droit inaliénable du peuple sahraoui à l'autodétermination et à l'indépendance".
- Entretien Adolfo Suarez - Front Polisario le 1er mai à Alger. Le Président du gouvernement espagnol a notamment déclaré à l'issue de cette entrevue que "L'Espagne est pour une solution juste, rapide et globale au Sahara occidental" et que "le gouvernement espagnol prendra des initiatives pour tenir les engagements pris aux Nations Unies et contribuera à l'application du droit à l'autodétermination et à son exercice par le peuple sahraoui".
- Visite du Premier Ministre mauritanien, M. Ould BOUCEIF, auprès du gouvernement français. Rencontres avec Messieurs GISCARD D'ESTAING, Raymond BARRE et Robert GALLEY. A l'occasion de cette visite, l'Association des Amis de la République Arabe Sahraouie Démocratique a effectué une démarche auprès des groupes parlementaires de l'Assemblée Nationale afin qu'ils exigent du gouvernement français le respect des résolutions de l'ONU et de l'OUA et le retrait du dispositif militaire engagé contre le peuple sahraoui. Monsieur Louis ODRU, député communiste, et Monsieur CHANDERNAGOR, député socialiste, sont intervenus dans ce sens. Une question écrite a également été posée par M. ODRU à Monsieur FRANCOIS-PONCET, Ministre des Affaires Etrangères.

Toujours à l'occasion de cette visite, l'Association a diffusé un communiqué de presse dans lequel elle "met en garde l'opinion française et internationale contre toute manoeuvre du gouvernement français qui consisterait à inciter la Mauritanie à sortir de la guerre 'sans faire la paix' en lui demandant d'abandonner purement et simplement le Rio de Oro aux forces marocaines".
- Le 4 mai, entretiens Front Polisario - Présidents nigérian et malien, membres du Comité Ad Hoc de l'OUA. M. Hakim BRAHIM, Ministre sahraoui des Affaires étrangères déclare que cette rencontre a été positive et marquée par la compréhension.
- Des garnisons marocaines se mutinent les 6 et 7 mai, à Dakhla, Argoub et Bir Enzaran, localités situées au Sahara occidental.
- Réunion du Comité SNECMA-Boulogne de l'Association, le 26 avril, avec la participation d'une centaine de personnes.
- Réunion du Comité de Marseille le 18 mai
- Réunion à Limours, le 5 Mai, organisée par un correspondant de l'Association. Participation d'une cinquantaine de personnes.
- La Fédération des Républicains de Progrès, gaullistes d'opposition, vient d'annoncer, après des entretiens avec le Front Polisario, qu'une délégation conduite par Jean CHARBONNEL, Président du Mouvement, et Michel GRIMARD, délégué général, et par ailleurs administrateur de la R.A.S.D., se rendra au Sahara occidental très prochainement.
- Le 20 Mai, Mohamed LAMINE, Premier Ministre Sahraoui, déclare au journal algérien Chaab, que la France "se prépare intensément sur le plan militaire... Ce qui signifie qu'elle a des intentions cachées au moment où elle prépare des alliances militaires qu'elle dirigera à titre principal. De même qu'elle pense à des solutions qui pourraient satisfaire le Maroc."

LES MANŒUVRES CONTRÉ LE PEUPLE SAHRAOUI ET LE FRONT POLISARIO

les tentatives de consolidation de l'axe
Paris - Madrid - Rabat - Nouakchott - Dakar



ASSOCIATION DES AMIS DE LA RÉPUBLIQUE ARABE
SAHRAOUIE DÉMOCRATIQUE
B.P. 230 - 75264 PARIS CEDEX 06

sahara
(occidental)

msr
1978

SOMMAIRE

	Pages
Cartes	II
Avant-propos	III
Les principaux artisans du complot contre la paix	IV
Le scénario	V
La stratégie impérialiste contre le peuple sahraoui	VII
Conclusion	XI
Chronologie	XII

SAHARA OCCIDENTAL



AFRIQUE NORD - OUEST



CARTE DU "GRAND MAROC"



AVANT-PROPOS

La dynamique de paix impulsée en juillet dernier par l'installation à Nouakchott d'un régime se déclarant prêt à répondre aux aspirations à la paix du peuple mauritanien et suivi immédiatement par une décision unilatérale du Front Polisario de cessez-le-feu sur le Front Sud, a fait naître l'espoir qu'une première étape vers une solution pacifique du problème de la décolonisation du Sahara Occidental allait être franchie.

Dix mois de négociations compliquées ont abouti à une « *promesse de paix* » convenue entre une délégation mauritanienne et une délégation sahraouie qui a été officialisée dans un protocole d'accord cosigné le 22 avril 1979 à Tripoli par les ministres des Affaires étrangères de Mauritanie et de Lybie. En application de ce protocole, une délégation sahraouie de haut niveau s'est rendue le 26 mai 1979 à Tripoli pour y rencontrer comme prévu la délégation mauritanienne chargée de négocier l'accord de paix. La délégation mauritanienne n'était pas présente au rendez-vous.

Les faits ayant entraîné la Mauritanie dans l'engrenage d'une guerre fratricide sont aujourd'hui bien établis. En revanche, on connaît moins bien les extraordinaires pressions, les manipulations d'ordre racial et l'entreprise de déstabilisation criminelle visant la Mauritanie et le peuple sahraoui auxquels se sont livrés depuis plusieurs mois les ennemis d'une paix mauritano-sahraouie.

La disparition brutale, dans un accident d'avion à Dakar le 27 mai 1979, du Premier ministre mauritanien Ahmed Ould Bouceif qui contrôlait la réalité du pouvoir à Nouakchott depuis le 6 avril 1979, fait peser de nouvelles incertitudes sur le devenir de la Mauritanie. De la façon dont va s'organiser le nouvel équilibre gouvernemental mauritanien entre partisans de la paix dans l'honneur et partisans d'une alliance de complaisance avec le Maroc expansionniste, son complice sénégalais et l'impérialisme français, va dépendre la paix au Sahara Occidental et dans toute la région Nord-Ouest de l'Afrique.

Le mot « *paix* » est actuellement utilisé par les agresseurs pour couvrir d'un rideau de fumée les préparatifs militaires des gouvernements marocain et français. Tout est actuellement mis en œuvre pour empêcher les Mauritaniens de construire la paix avec les Sahraouis. Nous présentons ici une autopsie des manœuvres en cours contre le rétablissement de la paix au Sahara Occidental, qui ont franchi un tournant inquiétant lors de la prise du pouvoir en Mauritanie, le 6 avril 1979, par Ahmed Ould Bouceif considéré comme « *pro-occidental* ». La disparition de « *l'homme fort* » du 6 avril laisse la porte ouverte à toutes les manœuvres possibles de l'impérialisme qui va tenter de « favoriser » une succession politique qui soit conforme à ses intérêts.

C'est pour cette raison qu'il a paru utile à notre Association de porter à la connaissance des Amis du peuple sahraoui le document qu'elle avait préparé avant la mort du lieutenant-colonel Ahmed Ould Bouceif sur les manœuvres contre le peuple sahraoui et le Front Polisario.

Ce document a été élaboré à partir de faits objectifs relevés pour la plupart dans la presse européenne et africaine et grâce à de nombreux témoignages recueillis auprès d'observateurs impartiaux. Les faits qui figurent dans la partie « Chronologie » du présent document permettent d'analyser comment ces manœuvres sont conçues, décidées et exécutées. Il doit également permettre de suivre les prochains développements de la situation dans la région.

Ce document comporte trois parties :

1. *Les principaux artisans du complot contre la paix.*
2. *Les grandes lignes du scénario en le resituant dans la stratégie impérialiste globale.*
3. *Les principaux faits dans une chronologie qui va de juillet 1978 à mai 1979.*

LES PRINCIPAUX ARTISANS DU COMLOT CONTRE LA PAIX

Le maître d'oeuvre de la coalition contre la paix a été le Secrétariat aux Affaires africaines et malgaches, représenté à l'Elysée par René JOURNIAC, qui agit au nom du lobby industriel néo-colonial français en Afrique. Une véritable toile d'araignée a été mise en place pour mener à bien cette oeuvre de déstabilisation, l'Ambassade de France et l'Agence France Presse à Nouakchott en étant les mailles essentielles. Cette puissante coalition a abouti les 21 Mars et 6 avril 1979 à la mise à l'écart des éléments issus du régime du 10/7/1978 les plus déterminés à rechercher la paix avec le Front Polisario.

LES AUTRES ACTEURS ONT ETE :

LE ROI DU MAROC pour qui l'objectif est d'empêcher dans une première étape un accord direct mauritano-sahraoui et, dans une deuxième étape, de faire de la Mauritanie un protectorat marocain annexable au Maroc dès que la situation internationale pourrait, espère-t-il, le lui permettre (La Mauritanie est revendiquée officiellement par le Maroc depuis 1960).

LE PRESIDENT SENHOR, ardent représentant de la France au Sénégal et allié privilégié du Maroc, qui rêve d'un partage de la Mauritanie lui attribuant la région sud de ce pays. La première revendication formulée publiquement dans ce sens date de 1975 et s'inscrivait à l'époque dans le cadre des pressions faites sur Moktar OULD DADDAH pour lui faire accepter l'entrée en guerre aux côtés du Maroc contre le peuple Sahraoui.

LA PETITE PARTIE DE LA CLASSE POLITIQUE MAURITANIENNE liée au lobby industriel néo-colonial français et au gouvernement annexionniste de Rabat. Les principaux animateurs de cette fraction représentant les intérêts étrangers ont été :

- . Mme Marie-Thérèse DADDAH et toute la clientèle traditionnelle et moderne de ce que l'on appelle en Mauritanie le clan DADDAH.
- . M. Smaïl OULD AMAR, ancien directeur de la Société nationale industrielle et minière (SNIM). Très lié aux puissances financières françaises et internationales et plus particulièrement aux agents de celles-ci, "*anciens de la MIFERMA*" qui sont restés à Zouerate.
- . Les officiers mauritaniens Viah OULD MAYOUF et Abdel KADER, représentant les intérêts marocains.
- . Le colonel Ahmed OULD BOUCEIF avec lequel certains officiers français étaient en contact étroit. et auquel l'ambassade du Maroc a fait croire qu'il devait être arrêté le 10 Avril 1979.
- . Le gendarme Alioune DIAW, dont on s'est servi pour lui faire porter la responsabilité de la création d'un Front Walfougui (Front pour la libération des populations noires du Sud Mauritanien). Il convient de remarquer que les agents de la déstabilisation ont été obligés de faire appel à un homme dont l'hebdomadaire Jeune Afrique dit qu'il était connu pour ses "*sautes d'humeur*", "*l'instabilité de son caractère*" et comme un "*peu dérangé*". D'ailleurs aucun maritanien ne se reconnaît dans ce Front. Seul le Président SENHOR tente de faire croire que les populations de la région Sud-Mauritanie demandent leur rattachement au Sénégal.

LE SCENARIO

Les différents faits qui ont été relevés démontrent que la mise en scène a été longue et que les rôles clés n'ont été acceptés et répartis qu'à partir du mois de Décembre.

On peut distinguer différentes périodes dans la constitution de la coalition :

I - DU RENVERSEMENT DU PRESIDENT OULD DADDAH A L'ANNONCE DE LA MALADIE DU PRESIDENT BOUMEDIENE (Juillet 1978 à Octobre 1978)

Les acteurs sont limités au clan DADDAH, au Président SENGHOR et au Roi HASSAN II. Au cours de cette période où tout le monde parle de paix, le gouvernement français adopte une attitude grâce à laquelle il espère faire croire qu'il est neutre. Essayant de s'adapter aux changements survenus en Mauritanie, le gouvernement français est néanmoins actif et tente de lancer plusieurs plans de paix qui sont tous dirigés contre le peuple sahraoui (ce dernier devrait se contenter d'un mini-Etat sahraoui) et aussi contre le peuple mauritanien à qui on voudrait enlever d'importantes portions du territoire national pour les attribuer au peuple sahraoui en compensation de la région sahraouie de la Saguiet El Hamra occupée par le Maroc.

II - DE LA MALADIE DU PRESIDENT BOUMEDIENE A SA MORT (Octobre 1978 à fin décembre 1978)

C'est la période des spéculations cyniques exposées avec vulgarité et insolence par le roi du Maroc à l'occasion d'une interview à France-Inter le 31 Octobre 1978. Au niveau officiel le gouvernement français se place dans une position d'attentisme prudent. A partir du début de décembre, le lobby industriel néo-colonial français comprend que la Mauritanie n'est plus le paradis de l'exploitation. Il passe à l'offensive.

Outre l'alliance Hassan II - Giscard destinée à tenter de faire disparaître le peuple sahraoui coupable de vouloir vivre libre dans son pays et contrôler ses richesses nationales, un autre élément va être déterminant dans la décision du Secrétariat des Affaires Africaines et Malgache de prendre la direction de la déstabilisation en Mauritanie.

En effet, le gouvernement mauritanien s'oppose à toutes les pressions exercées par les autorités françaises et entend désormais ne tenir compte en matière d'adjudications de marchés que des seuls critères techniques. Or, à cette époque, deux entreprises, la Société brésilienne Mendès et la Société française Colas, sont en compétition pour la construction du tronçon Kiffa-Nema de la transmauritanienne. Les pressions sont si importantes (le vice-président du patronat français viendra lui-même dans l'objet d'examiner les possibilités d'investissement pour les capitaux français) que le gouvernement mauritanien en fera une question d'indépendance nationale.

C'est à partir du mois de décembre que les dispositions seront prises en vue d'organiser la déstabilisation.

Les voyages se multiplieront. Le Président SENGHOR effectue un voyage privé le 3 Décembre au Maroc où il arrête un plan avec HASSAN II. Mme DADDAH, qui réside au Sénégal (où elle occupe une aile du Palais présidentiel) effectue à partir de cette époque de nombreux voyages discrets en Europe (Suisse et France) à l'occasion desquels elle rencontre des émissaires marocains et français (du lobby industriel néo-colonial surtout). Des fonds sont débloqués par plusieurs chefs d'Etat africains au service de l'impérialisme français (Gabon en particulier) afin que Mme DADDAH puisse s'entourer des complicités nécessaires.

Le 7 décembre, le Colonel Ahmed OULD BOUCEIF qui a été très longtemps en poste à Zouérate, est reçu à Paris en audience par Robert GALLEY, ministre français de la Coopération. Quelques jours plus tard, Smaïl OULD AMAR qui vient d'effectuer également un séjour à Paris démissionne de ses fonctions de Président Directeur Général de la S.N.I.M. sans donner de raisons. C'est ce groupe de Zouérate (Bouceif et Amar) très lié au lobby industriel néo-colonial dont cette ville est la capitale, et très lié également à l'antenne militaire française en Mauritanie, qui jouera un rôle déterminant dans l'organisation des coups de force du 21 Mars et du 6 Avril 1979.

III - DE LA MORT DU PRESIDENT BOUMEDIENE AU COUP DE FORCE DU 6 AVRIL 1979

Cette période est caractérisée par le travail de déstabilisation en Mauritanie. Le gouvernement français, qui était resté dans une prudente expectative va désormais jouer un rôle direct au niveau international et local. La diplomatie française va se répandre dans le monde pour tenter d'accréditer l'idée que le nouveau gouvernement algérien préfère établir des liens étroits avec la France et ne pourra donc qu'abandonner progressivement son soutien au Front Polisario. C'est également cette argumentation qui sera développée fin mars par René JOURNIAC auprès des responsables mauritaniens. Il conseille à ces derniers, de manière très appuyée, de sortir vite de la guerre en livrant purement et simplement aux troupes marocaines les bases du Sahara Occidental occupées par l'armée mauritanienne.

L'organisation d'un changement de pouvoir dans un pays aussi complexe que la Mauritanie supposait la mise au point d'une tactique qui, d'une part, masquait les vrais enjeux à l'opinion internationale, et, d'autre part, attirait l'attention du peuple mauritanien sur d'autres préoccupations que celles de sa liberté et de son indépendance.

C'est l'utilisation de la question des minorités qui a paru au gouvernement français être l'élément le plus astucieux de la déstabilisation. Cela permettait ainsi d'abuser l'opinion internationale sur les véritables problèmes vécus par le peuple mauritanien (conclusion d'un accord de paix avec le Front Polisario, redressement de l'économie nationale, etc...) et de tenter de présenter la question de la minorité nationale "opprimée" comme le principal problème du pays auquel le gouvernement OULD SALECK serait incapable de faire face.

C'est à partir du Sénégal qu'a été organisée toute l'agitation idéologique. Le Bureau de l'Agence France Presse de Nouakchott donna une importance démesurée à des faits qui la plupart du temps n'en avaient pas. La presse sénégalaise servira d'amplificateur, n'hésitant pas à créer l'évènement de toute pièce. Plusieurs organes de la presse internationale se firent l'écho de cette tension.

Parallèlement à cette campagne, il était important de réussir à écarter du pouvoir l'aile la plus progressiste et nationaliste du gouvernement mauritanien, peu encline à supporter cette déstabilisation sans réagir. Une campagne est donc montée contre les trois ministres jugés les plus déterminés au sein du gouvernement. Elle est orchestrée par le Maroc qui attribue à ces trois ministres la responsabilité de toutes les difficultés du pays. Une conjonction de rumeurs est organisée pour persuader le Colonel Mustapha OULD SALECK que l'un d'entre eux, le Commandant Jiddou OULD SALECK, est en train d'organiser un coup d'Etat contre lui.

L'ensemble de cette agitation organisée à partir du Sénégal et les pressions maroco-françaises finirent par créer une profonde division au sein du Comité Militaire de Redressement National. Le Président OULD SALECK décide de se séparer des trois ministres que la propagande extérieure fait appeler les "ministres sahraouis". Dans la même charette tombe également Viah OULD MAYOUF dont les liens très affichés avec le Maroc choquent l'opinion mauritanienne, antichérifienne, et très désireuse d'accéder à la paix avec le Front Polisario.

Conscient de la partie jouée par la France, le Président OULD SALECK fait part de son souhait de rencontrer le Président Valéry GISCARD D'ESTAING. Mais sa requête, pourtant pressante, essuie un refus car le souci du gouvernement français est désormais de réussir à mettre en place un pouvoir mauritanien qui soit à ses ordres. C'est-à-dire un gouvernement mauritanien acceptant de coopérer avec le Maroc ainsi que Valéry GISCARD D'ESTAING l'a promis à HASSAN II lors de la visite de ce dernier à Paris, du 14 au 19 Février 1979.

LA STRATEGIE IMPERIALISTE CONTRE LE PEUPLE SAHRAOUI

Si la défense des intérêts de la Société Colas est entrée en considération dans la décision du gouvernement français d'engager son crédit vis-à-vis du peuple mauritanien et des peuples africains en participant à l'organisation du coup de force du 6 Avril, la raison profonde doit être cherchée ailleurs.

Une nouvelle fois, il semble bien que la reconstitution de l'axe Paris - Rabat - Nouakchott - Dakar soit le facteur décisif de cet interventionnisme incontinent du pouvoir giscardien dans cette région. La volonté d'indépendance du gouvernement mauritanien, pourtant très timorée, fut jugée intolérable à Paris. Pire, les négociations entre le gouvernement mauritanien et le Front Polisario étaient engagées sans que Paris soit consulté. De plus, le gouvernement mauritanien se déclarait prêt à se lancer seul dans un accord de paix si le Maroc continuait à se maintenir dans son attitude de refus de tout règlement politique. Toutes les conditions semblaient réunies début avril pour la réalisation d'un accord de paix séparé mauritano-sahraoui. C'est cet accord de paix, les possibilités de plus grande indépendance pour la Mauritanie qui en auraient résulté, l'éventualité d'une normalisation entre ce pays et l'Algérie, que le Secrétariat (d'Etat) aux affaires africaines et malgaches a voulu éviter. Et surtout il a voulu éviter l'isolement diplomatique de Rabat qui a déjà fort à faire face à la résistance des combattants sahraouis sur le terrain et face à la colère grandissante du peuple marocain.

Comment expliquer cet acharnement français à soutenir un roi aussi impopulaire que l'ancien Chah d'Iran ? Comment expliquer cet acharnement contre le droit à l'autodétermination et à l'indépendance du peuple sahraoui ? Pour le comprendre il est indispensable de faire un retour en arrière et de rappeler les prises de position du Pt GISCARD D'ESTAING concernant l'Afrique et ceci dans le cadre du rôle assigné à la France par la Trilatérale (1)

(1) Créée en 1973 à l'instigation de David ROKFELLER, cette commission officieuse réunit 250 personnes environ issues des transnationales, du monde universitaire, scientifique, des médias, du monde politique des trois berceaux capitalistes.: Amérique du Nord, Japon, Europe de l'Ouest. Non-gouvernementale, cette commission représente 'le parti au pouvoir dans le monde occidental, celui des transnationales' qui contrôlent actuellement 1/3 de l'économie mondiale ; un parti qui délègue des administrateurs formés en son sein pour gérer dans le respect des grandes directives trilatéralistes, mais sans qu'il n'en soit jamais fait état, les intermédiaires que sont les Etats-Nations Occidentaux appelés désormais "démocraties industrielles" (Jimmy CARTER, BRZEZINSKI, BARRE, même s'ils ont, comme c'est la règle, rompu les liens avec la trilatérale en accédant au pouvoir, en sont issus en filiation directe).

La Commission trilatérale a été créée afin de regrouper les cerveaux d'Occident ca-

A l'heure où la compétition maritime se développe dans le domaine militaire, la région nord-ouest de l'Afrique est devenue une zone stratégique car elle est à la fois riveraine de l'Atlantique et de la Méditerranée. Alors que l'internationale des capitalistes s'organise sous l'égide de la Trilatérale et du toujours très influent complexe militaro-industriel américain, cette région riche en réserves de matières premières est l'objet de sollicitudes des multinationales intéressées par le contrôle de cette Zone.

En dehors de l'aspect militaire et économique dont nous venons de parler, l'intérêt de la région est également d'ordre politique. En effet, cette région constitue le point de rencontre par excellence du monde arabe et africain dans la zone la plus proche de l'Europe. Cette région devrait donc représenter un des pivots centraux du "dialogue" euro-arabo-africain prôné depuis quelques mois par GISCARD D'ESTAING, dans le cadre d'une Europe solidement intégrée à la trilatérale.

Le Maroc, la Mauritanie et le Sénégal constituent les pièces maîtresses du projet giscardien qui repose sur la consolidation de l'axe Paris - Rabat - Nouakchott - Dakar. On sait que l'idéologie trilatéraliste prêche pour un ordre économique plus équitable à travers une plus grande "coopération", mais tout cela bien sûr à condition que les pays réservoirs de matière première ne manifestent pas de volonté d'indépendance.

Toute volonté nationaliste, même timide et partielle, entrera inévitablement en conflit avec les représentants des capitaux étrangers dominant le pays. C'est ce qui vient d'arriver en Mauritanie. La réaction a été rapide et brutale. Elle a pu être organisée par l'impérialisme français grâce à la complicité d'une petite fraction de la bourgeoisie mauritanienne naissante qui a fait passer, comme c'est souvent le cas, ses intérêts de classe avant son nationalisme.

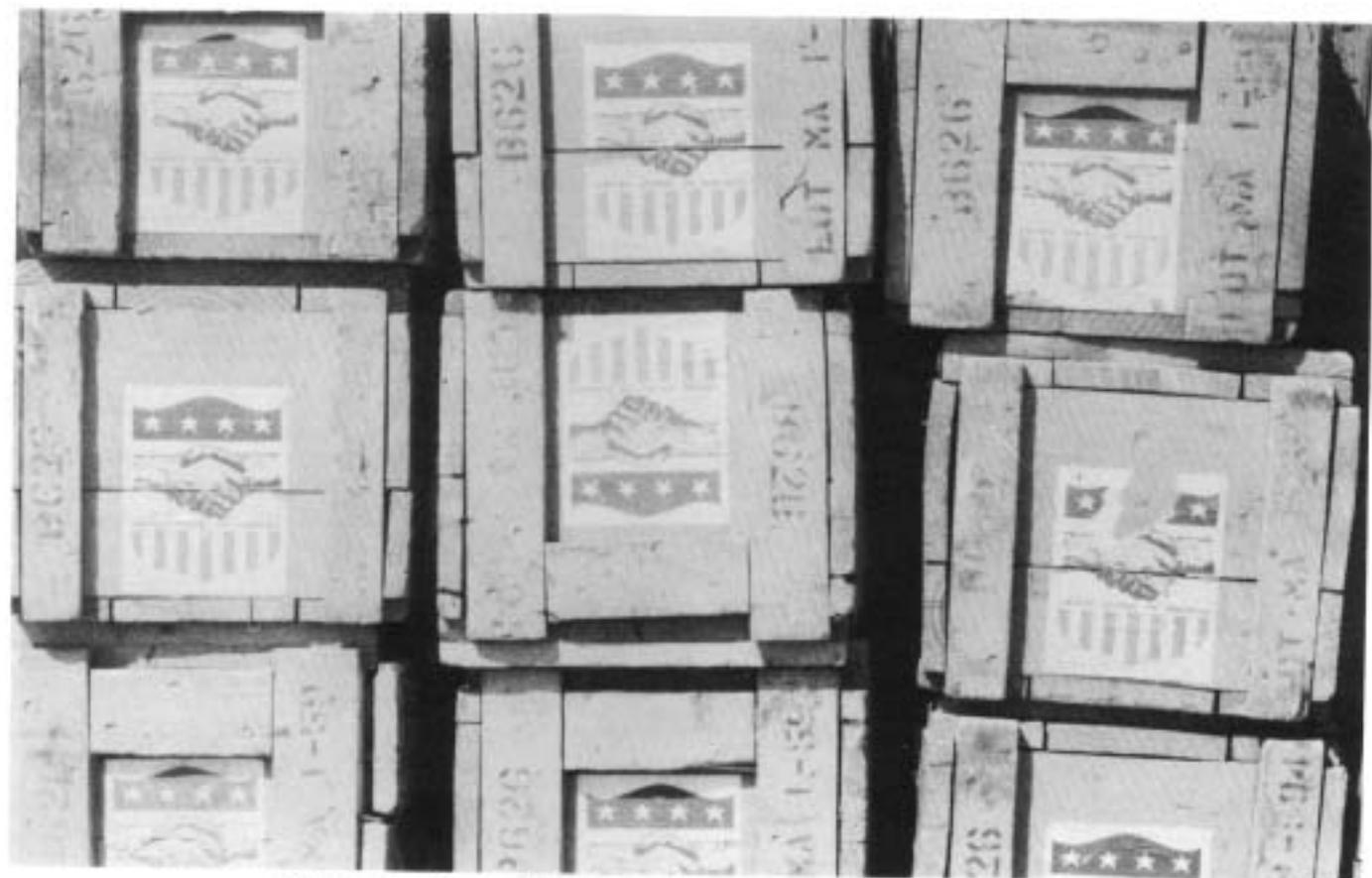
Si la réaction de l'impérialisme français a été si forte et si rapide c'est parce que la position de la Mauritanie et du Sahara occidental - zone d'échanges entre l'Afrique noire et blanche - est stratégique. C'est parce que le gouvernement français tient à soutenir le Maroc, pilier zonal de l'impérialisme au Maghreb, dans sa guerre d'agression contre le peuple sahraoui. C'est enfin parce que la France veut tenter de faire pression sur l'Algérie qui a été à l'initiative de la bataille pour un nouvel ordre économique mondial et est un membre actif de l'OPEP.

(Suite de la note de la page précédente):

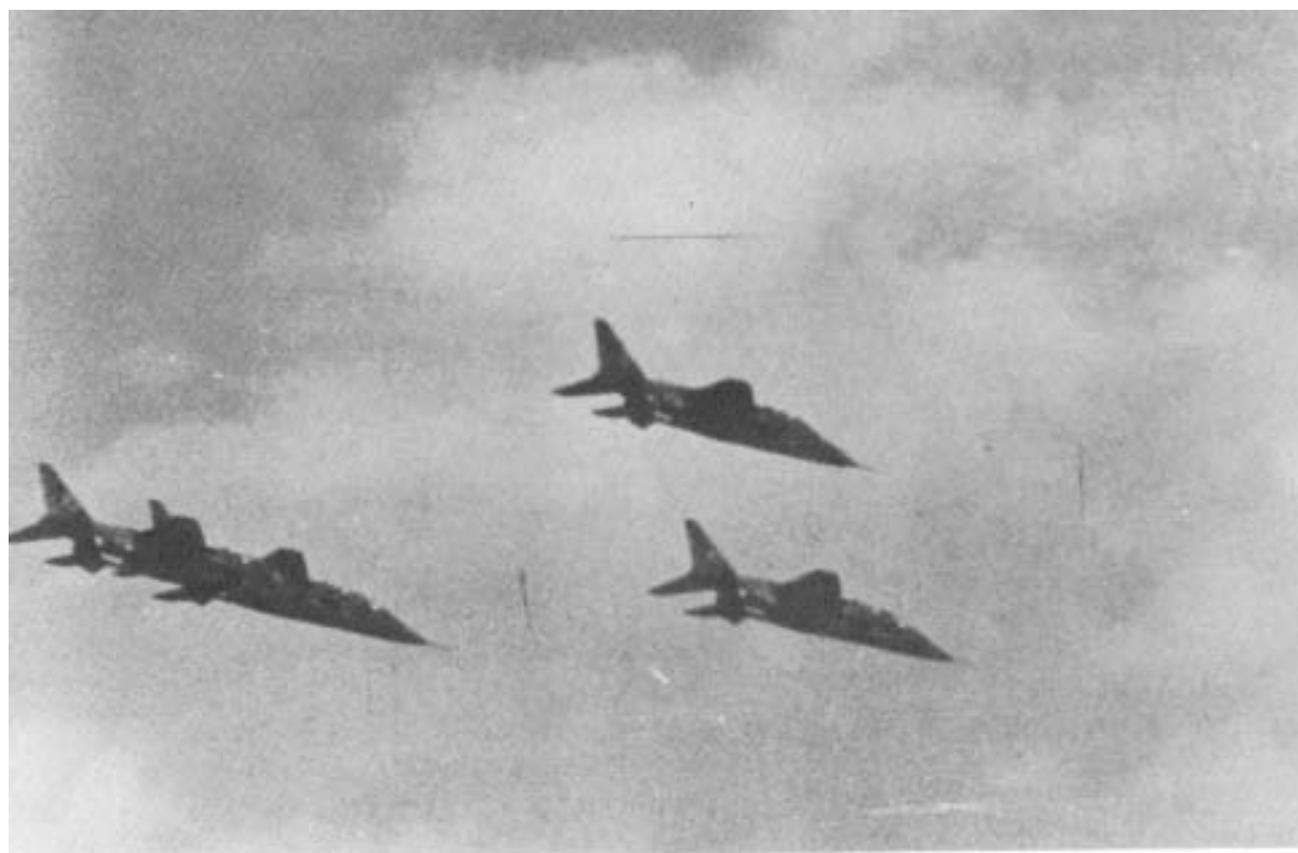
pables d'inventer les ripostes, dans une période de crise du système capitaliste, aux tentatives de regroupement des pays du Sud et tout particulièrement des producteurs de matières premières. Pour faire front donc à l'OPEP, au groupe des 77... et à tout autre regroupement des pays dominés. L'idéologie secrétée par la trilatérale et appliquée par ses fondés de pouvoir que sont les responsables politiques des gouvernements occidentaux a donc comme principal objectif l'organisation d'une riposte adroite de division du front anti-impérialiste.



Cartes d'identité des soldats marocains sur lesquelles le Rio de Oro figure comme faisant partie du Maroc !



Caisse de munitions récupérées par le Front Polisario sur l'armée marocaine et sur lesquelles figurent l'emblème des États-Unis



Jaguars français survolant la République Arabe Sahraouie Démocratique



C O N C L U S I O N

Si la question de la décolonisation du Sahara Occidental, au demeurant fort simple au regard des lois et de la pratique internationale, ne s'était pas trouvée prise au coeur d'une stratégie impérialiste frappant toute la région nord-ouest de l'Afrique, on ne voit pas pourquoi elle aurait été entravée d'une manière aussi dramatique. On ne voit pas pourquoi trois armées (marocaine, mauritanienne et française) auraient été chargées de tout faire, jusqu'au crime de génocide, pour tenter d'étouffer la voix du peuple sahraoui qui souhaite simplement s'autodéterminer dans le cadre de la République Arabe Sahraouie Démocratique.

L'entreprise de déstabilisation qui frappe la Mauritanie dans l'objet de provoquer la prise de pouvoir par une équipe plus soucieuse des intérêts occidentaux (et de ceux de leur représentant marocain) s'inscrit dans cette stratégie globale. Elle risque d'hypothéquer lourdement la dynamique de la paix qui était en cours. Il convient de rappeler que le Président GISCARD D'ESTAING n'avait pas hésité, alors que le processus d'accès à l'indépendance du peuple sahraoui était en voie d'organisation par l'Espagne, en consultation avec le Front Polisario, à faire pression à l'occasion d'une rencontre avec Arrias NAVARO, Chef du gouvernement espagnol, (le 31 Juillet 1975 lors du sommet d'Helsinki) pour que l'Espagne trahisse les engagements qu'elle avait pris à l'ONU à l'égard du peuple sahraoui et le livre aux armées marocaine et mauritanienne.

Bien que simple question de décolonisation, le problème sahraoui doit être resitué dans le cadre de la stratégie globale de la trilatérale qui est d'opposer à un front des pays à la recherche de l'indépendance économique, une concertation triangulaire euro-arabo-africaine dont la conduite serait assurée par l'Europe occidentale.

Le Premier Secrétaire Général du Front Polisario, le martyr Mustapha El OUALI, avait dès les premières années de la lutte inscrit le combat pour l'autodétermination et l'indépendance du peuple sahraoui, dans la perspective d'une dynamique unitaire régionale qui, face aux chantres de la croissance néo-coloniale, donnerait l'occasion aux forces nationalistes et progressistes de construire un cadre économique intégré susceptible de répondre à la fois aux besoins et aux aspirations des peuples de la région.

La coopération entre les peuples pré-suppose la possibilité d'un dialogue fondé sur l'indépendance. Ce dialogue sera difficile à envisager dans cette région du nord-ouest de l'Afrique tant qu'il y aura opposition à l'indépendance du peuple sahraoui et organisation de coups de force destinés à assurer le maintien de l'ordre néo-colonial.

§ § §

CHRONOLOGIE

9-10 Juillet 1978 : Renversement du Président MOKTAR OULD DADDAH par un Comité Militaire de Redressement National (C.M.R.N.) ayant à sa tête le Lieutenant-Colonel Moustapha OULD MOHAMED SALECK. Dans leurs déclarations, les nouveaux dirigeants mauritaniens expriment le souhait de parvenir à la paix au Sahara à laquelle aspire le peuple mauritanien.

12 Juillet 1978 : Le Front Polisario décrète un cessez-le-feu unilatéral en Mauritanie. Le Secrétaire Général Adjoint du Front Polisario, BACHIR MOUSTAPHA SAYED, estime que le *"redressement qui s'opère en Mauritanie est le signe que les peuples ne peuvent rester longtemps dans la résignation et faire les frais de l'entêtement des responsables antinationaux"*. Par ailleurs, un groupe de militants mauritano-sahraouis appelle le nouveau gouvernement mauritanien à appliquer une politique indépendante *"tournant résolument le dos à la guerre et favorable à une entente avec ses frères sahraouis"*.

12 Juillet 1978 : Entretien franco-algérien à l'Elysée. Abdelaziz BOUTEFLIKA, Ministre algérien des Affaires Etrangères, déclare à l'issue de celui-ci qu'il existe des possibilités d'entente entre la France et l'Algérie.

Il faut rappeler que le Président BOUMEDIENE a plusieurs fois précisé que la reprise du dialogue avec la France ne serait possible que lorsqu'une solution serait intervenue au Sahara Occidental, dans le respect des droits du peuple sahraoui.

21 Juillet 1978 : Dans une déclaration à la télévision française, HASSAN II lance un avertissement indirect au Président mauritanien OULD SALECK en affirmant *"Je ne pourrais jamais admettre que mon pays soit séparé de l'Afrique par un Etat ayant des idéologies contraires à celles du Maroc"*. Et pour justifier le martyre imposé au peuple marocain au nom de la folie expansionniste de son roi, il dit : *"Le peuple marocain doit être spartiate"*.

18-22 Juillet 1978 : Quinzième sommet de l'O.U.A. à Khartoum. La position africaine de la France est très vivement critiquée. Les interventions françaises qu'elles soient militaires ou politiques sont dénoncées comme *"une ignoble stratégie de reconquête coloniale"* par plusieurs Chefs d'Etat. Le concept de *"sécurité collective"* qui est *"téléguidé de l'extérieur de l'Afrique"* pour tenter de prôner un *"soi-disant pacte de défense mutuelle fondé sur des relations coloniales entre partenaires inégaux d'Afrique et d'Europe"* est fustigé en tant qu'*"instrument néo-colonialiste"*. Les conférences réunies en Amérique et en Europe *"pour décider de notre sort"* sont particulièrement dénoncées par les Présidents du Mozambique et du Nigéria.

Le Président SENGHOR est l'avocat le plus acharné du Maroc à propos de la question du Sahara Occidental.

Malgré la très vive opposition du Maroc, le sommet des Chefs d'Etat adopte une résolution décidant la création d'un Comité ad-hoc chargé d'organiser le sommet extraordinaire de l'OUA sur le Sahara Occidental, promis depuis 2 ans par l'organisation continentale.

28 Juillet 1978. Lors d'un entretien à l'Elysée avec les Ministres de l'équipement et des finances de Nouakchott, le Président Valéry GISCARD D'ESTAING dit à propos du conflit du Sahara Occidental *"les circonstances nouvelles permettent aujourd'hui de progresser dans la recherche d'une solution acceptable par toutes les parties intéressées"*.

1er Août 1978 : Entretien à l'Elysée du Ministre algérien des Affaires Etrangères avec le Président français. Le Ministre algérien se félicite de l'intérêt de la France pour une solution au Sahara Occidental. Il précise *"qu'aucune coopération ne pourrait s'édifier sur les décombres du peuple sahraoui et il est tout à fait clair que nous ne"*

sommes pas prêts à mettre la crédibilité de l'Algérie en balance avec quelques millions de dollars et je ne sais quel phosphate vulgaire".

2 Août 1978 : Entretien GISCARD D'ESTAING - HOUPHOUET-BOIGNY dans le cadre des efforts de la France en vue d'une solution au problème du Sahara Occidental.

5 Août 1978 : Réunion surprise à Nouakchott du Haut Comité militaire de défense maroco-mauritanien. La situation entre les deux armées est très tendue (elle le restera jusqu'au 6 avril 1979 et plusieurs escarmouches auront lieu). L'armée mauritanienne surveille au travers d'un encerclement discret mais ferme l'armée marocaine. Les autorités mauritaniennes demandent au cours de cette réunion le retrait progressif des troupes marocaines installées en Mauritanie. Un Ministre marocain dit à cette époque dans une déclaration privée à un journaliste que si les troupes se retiraient de Mauritanie, Rabat prendrait alors les mesures nécessaires pour remanier son dispositif et défendre ses frontières sahariennes. C'est ce qui va se passer dans les mois qui suivent : les bases marocaines menaçant très directement la capitale mauritanienne ont été évacuées mais beaucoup des soldats marocains s'y trouvant se sont installés dans les bases du nord de la Mauritanie et dans la région du Sahara Occidental "attribuée" à Nouakchott par l'accord de Madrid.

11 Août 1978 : Le Président français adresse un message au Chef d'Etat Soudanais, Président en exercice de l'O.U.A., assurant que la France n'entend pas jouer un rôle de médiateur mais qu'elle est disposée à aider à son règlement et à tenir les instances compétentes au courant.

15-18 Août 1978 : Visite à Nouakchott d'une délégation libyenne. Signature d'une série d'accords de coopération dans les domaines économique, financier, social et culturel.

20 Août 1978 : Dans un discours à la Nation, HASSAN II a souligné que "le Maroc soutiendrait toute solution choisie par la Mauritanie à condition que cette solution ne remette pas en question l'intégrité territoriale du Royaume et ne permette pas l'établissement de nouvelles frontières autres que mauritaniennes au Sud du Maroc".

22 Août 1978 : Visite-éclair de Mr. Réda GUEDIRA, Conseiller de HASSAN, à Nouakchott. Il déclare que la paix reste l'objectif essentiel du Maroc et de la Mauritanie tout en réaffirmant le principe de l'intangibilité des frontières sahariennes du royaume et en se prononçant à nouveau contre la création d'un mini-Etat Sahraoui dans la province du Tiris-el-Gharbia. Il faut rappeler ici que le premier émissaire du gouvernement du 10 Juillet 1978 à s'être rendu au Maroc s'est entendu dire : si la Mauritanie renonçait à son Sahara, le Maroc ferait valoir un "droit de préemption".

24 Août 1978 : Communiqué du Front Polisario qui, n'ayant été consulté par personne au sujet des négociations de paix le concernant, déclare "rien ne peut se faire sans le peuple sahraoui".

29 Août 1978 : Dénonciation par le Front Polisario des colonies de peuplement installées par le Maroc au Sahara Occidental.

30 Août 1978 : Violente campagne anti-algérienne déclenchée au Maroc à la suite d'un accrochage intervenu le 27 août, au Sud du Maroc, entre Armée de libération Sahraouie et forces armées royales du Maroc. Rabat tente de détourner, au moment où siège le Comité de décolonisation de l'ONU examinant la question du Sahara Occidental, l'attention de l'opinion internationale en simulant un problème bilatéral algéro-marocain.

8 Septembre 1978 : Remise d'un message du Président Moustapha OULD SALECK au Président Valéry GISCARD D'ESTAING.

9-16 Septembre 1978 : Négociations entre la Mauritanie et le Front Polisario à Paris. Selon la revue Afrique-Asie citant "des sources diplomatiques sérieuses", Nouakchott est prêt "à reconnaître la souveraineté du Front Polisario et la création d'un Etat

(peut-être fédéré au départ avec la Mauritanie) sur la partie de l'ex-Sahara espagnol que les troupes d'Ould DADDAH avaient illégalement occupée". La préoccupation de Nouakchott concerne les troupes marocaines se trouvant dans la partie du Sahara Occidental dépendant de la Mauritanie. A ce sujet, selon les mêmes sources, la Mauritanie aurait suggéré que ces troupes "soient remplacées par des unités militaires françaises". Toujours selon Afrique-Asie "M. Giscard D'estaing aurait clairement informé ses interlocuteurs que la France cautionnerait tout accord librement négocié entre mauritaniens et Front Polisario".

11 Septembre 1978 : Le Président SENHOR reçu par le Président GISCARD D'ESTAING préconise pour le Sahara Occidental l'application des deux résolutions de l'O.N.U. qu'il juge "non contradictoires".

18 Septembre 1978 : Rencontre au Maroc entre HASSAN II et OULD SALECK. Les entretiens se déroulent dans une atmosphère de tension extrême. HASSAN II menace d'intervenir militairement contre la Mauritanie si elle négocie une paix séparée avec le Front Polisario.

Après de longues discussions, la seule concession faite par HASSAN II est d'accepter le contact avec des émissaires du Comité ad-hoc de l'O.U.A. lorsque celui-ci enverra une mission au Maroc.

19-24 Septembre 1978 : Visite en Mauritanie d'une délégation du Conseil National du patronat français. Elle est conduite par Mr. PAILLÈRE, Chargé des affaires d'Afrique francophone au C.N.P.F.

25 Septembre 1978 : IVème Congrès du Front Polisario. Il décide le maintien du cessez-le-feu en Mauritanie et énumère les trois conditions lui paraissant devoir être remplies par la Mauritanie en vue de la négociation d'un accord de paix :

- "- La reconnaissance officielle de la souveraineté de la République arabe sahraouie démocratique sur l'ensemble du territoire du Sahara occidental ;
- La restitution de la partie qu'elle occupe aux autorités de la R.A.S.D.
- Le retrait des forces mauritaniennes à leurs frontières internationalement reconnues de 1960".

Une délégation de l'Union du Centre démocratique, parti gouvernemental espagnol, est pour la première présente à une manifestation du Front Polisario.

4 Octobre 1978 : Appelant en termes conciliants à "régler politiquement" un problème politique, le Président BOUMEDIENE répond à un message d'HASSAN II accusant l'Algérie d'agression. Il y précise "Jamais aucun soldat algérien n'a franchi les frontières nationales, précisément celles que nous avons scellées ensemble en 1972...". Il précise à propos de la position algérienne concernant le Sahara occidental que son pays a choisi une "politique de principes sans laquelle le peuple algérien ne serait pas ce qu'il est et ce qu'il doit être".

6 Octobre 1978 : Rencontre à Dakar des Présidents OULD SALECK et SENHOR. Un appui pour la paix au Sahara est sollicité. Le souhait que certains hôtes de l'ancien régime DADDAH n'abusent pas de l'hospitalité sénégalaise en utilisant les facilités qui leur sont faites pour tenter de destabiliser la Mauritanie est exprimé.

7 Octobre 1978 : Répondant au message du Président BOUMEDIENE, Rabat se déclare "ouvert au dialogue et à la médiation".

15 Octobre 1978 : Des rumeurs spéculant sur les origines de la non-parution en public du Président BOUMEDIENE depuis le 24 septembre étant apparues dans la presse internationale à partir des 5 et 6 Octobre, il est précisé à Alger que le Président se trouve à Moscou.

17 Octobre 1978 : Négociations Front Polisario/Gouvernement mauritanien au plus haut niveau.

31 Octobre 1978 : Alors que rien ne permet d'être informé sur la gravité de l'état

de l'Intérieur, démentant des rumeurs à propos d'une prétendue attitude favorable du gouvernement mauritanien au sujet d'un retour à la pratique de l'esclavage : "Je tiens à dire que le C.M.R.N. s'affirme d'essence progressiste ... et qu'il ne peut permettre un retour en arrière quant aux principes fondamentaux de progrès de démocratie".

1er Décembre 1978 : Entretien du Roi HASSAN II avec le ministre des Affaires Etrangères de Mauritanie.

3 Décembre 1978 : Visite privée du Président SENHOR au Maroc. Il a de longs entretiens avec HASSAN II. Le Président SENHOR a toujours adopté dans la question du Sahara une position de soutien inconditionnel au Maroc. Le changement du 10/7/78 à Nouakchott a été d'autant plus mal accueilli qu'il était devenu, en raison de l'isolement du Président DADDAH, le principal conseiller de ce dernier.

Pour le Président sénégalais, la Mauritanie devrait être exclusivement liée à l'Afrique Noire et il n'a jamais pu se résoudre à sa double appartenance, à la fois au monde africain et au monde arabe, et tout particulièrement à son adhésion à la ligue arabe.

Il admet également difficilement que les Etats arabes, pour des questions d'affinité culturelle, apportent plus facilement des soutiens financiers à l'O.M.V.S. (Organisation de mise en valeur du fleuve Sénégal) par l'intermédiaire de la Mauritanie.

De plus, il semble que la Mauritanie ait demandé que les dépenses incombant à chaque Etat dans le cadre de l'O.M.V.S. soient proportionnelles aux bénéfices que chacun pouvait en tirer... ce qui aurait déclenché la colère de SENHOR, les projets actuellement prévus avantagent avant tout le Sénégal. Ces faits expliqueraient la décision du Président SENHOR de jouer un rôle actif dans le plan de destabilisation de la Mauritanie en s'associant au Roi HASSAN II et au lobby industriel néo-colonial français. Tout permet de penser que c'est au cours de cette visite que le plan fut arrêté.

7 Décembre 1978 : Avant de rentrer à Nouakchott, après une mission auprès de la C.E.E., le Lieutenant-Colonel Ahmed OULD BOUCEIF, Ministre de l'industrie et de la pêche de Mauritanie, rencontre à Paris Robert GALLEY, Ministre français de la Coopération.

8 Décembre 1978 : Audience accordée par le Chef du Gouvernement mauritanien à Mr. Michel PAILLÈRE, Vice-Président du Conseil National du Patronat français. La question du choix de l'entreprise pour la construction du tronçon Kiffa-Néma de la transmauritanienne est évoquée. Deux entreprises sont en compétition : la Société Brésilienne Mendes qui vient d'exécuter un précédent marché au cours duquel elle a donné satisfaction et la Société Française Colas. La France insiste beaucoup (et insistera à plusieurs reprises) pour que ce marché important qui représente 5 % du chiffre d'affaires de la Société Colas lui soit confié. Ces pressions concernant la Société Colas, entreprise "néo-coloniale" qui a une vieille implantation dans la région, finiront par irriter le Gouvernement mauritanien qui décide de choisir la Mendès. C'est ce fait qui conduira le lobby industriel néo-colonial à faire jouer toute son influence pour provoquer la destabilisation en Mauritanie.

11 Décembre 1978 : Audience accordée par le Chef de l'Etat mauritanien à l'Ambassadeur du Brésil. Peu après, annonce par le Gouvernement mauritanien du démarrage imminent des travaux de l'axe Kiffa-Néma, en précisant que le choix de la société de construction serait fait en fonction de l'intérêt national après consultation des bailleurs de fonds.

13 Décembre 1978 : Souffrant d'un anthrax (que certains ont interprété comme diplomatique) le Roi HASSAN II annule à la dernière minute le séjour privé qu'il devait faire en France. Le Maroc vient d'essuyer un échec devant la quatrième Commission de l'O.N.U. où une majorité écrasante s'est prononcée en faveur des droits nationaux du peuple sahraoui.

15 Décembre 1978 : Adoption par l'Assemblée générale de l'O.N.U. de deux résolutions

de l'Intérieur, démentant des rumeurs à propos d'une prétendue attitude favorable du gouvernement mauritanien au sujet d'un retour à la pratique de l'esclavage : "Je tiens à dire que le C.M.R.N. s'affirme d'essence progressiste ... et qu'il ne peut permettre un retour en arrière quant aux principes fondamentaux de progrès de démocratie".

1er Décembre 1978 : Entretien du Roi HASSAN II avec le ministre des Affaires Etrangères de Mauritanie.

3 Décembre 1978 : Visite privée du Président SENGHOR au Maroc. Il a de longs entretiens avec HASSAN II. Le Président SENGHOR a toujours adopté dans la question du Sahara une position de soutien inconditionnel au Maroc. Le changement du 10/7/78 à Nouakchott a été d'autant plus mal accueilli qu'il était devenu, en raison de l'isolement du Président DADDAH, le principal conseiller de ce dernier.

Pour le Président sénégalais, la Mauritanie devrait être exclusivement liée à l'Afrique Noire et il n'a jamais pu se résoudre à sa double appartenance, à la fois au monde africain et au monde arabe, et tout particulièrement à son adhésion à la ligue arabe.

Il admet également difficilement que les Etats arabes, pour des questions d'affinité culturelle, apportent plus facilement des soutiens financiers à l'O.M.V.S. (Organisation de mise en valeur du fleuve Sénégal) par l'intermédiaire de la Mauritanie. De plus, il semble que la Mauritanie ait demandé que les dépenses incombant à chaque Etat dans le cadre de l'O.M.V.S. soient proportionnelles aux bénéfices que chacun pouvait en tirer... ce qui aurait déclenché la colère de SENGHOR, les projets actuellement prévus avantagent avant tout le Sénégal. Ces faits expliqueraient la décision du Président SENGHOR de jouer un rôle actif dans le plan de destabilisation de la Mauritanie en s'associant au Roi HASSAN II et au lobby industriel néo-colonial français. Tout permet de penser que c'est au cours de cette visite que le plan fut arrêté.

7 Décembre 1978 : Avant de rentrer à Nouakchott, après une mission auprès de la C.E.E., le Lieutenant-Colonel Ahmed OULD BOUCEIF, Ministre de l'industrie et de la pêche de Mauritanie, rencontre à Paris Robert GALLEY, Ministre français de la Coopération.

8 Décembre 1978 : Audience accordée par le Chef du Gouvernement mauritanien à Mr. Michel PAILLERE, Vice-Président du Conseil National du Patronat français. La question du choix de l'entreprise pour la construction du tronçon Kiffa-Néma de la transmauritanienne est évoquée. Deux entreprises sont en compétition : la Société Brésilienne Mendes qui vient d'exécuter un précédent marché au cours duquel elle a donné satisfaction et la Société Française Colas. La France insiste beaucoup (et insistera à plusieurs reprises) pour que ce marché important qui représente 5 % du chiffre d'affaires de la Société Colas lui soit confié. Ces pressions concernant la Société Colas, entreprise "néo-coloniale" qui a une vieille implantation dans la région, finiront par irriter le Gouvernement mauritanien qui décide de choisir la Mendès. C'est ce fait qui conduira le lobby industriel néo-colonial à faire jouer toute son influence pour provoquer la destabilisation en Mauritanie.

11 Décembre 1978 : Audience accordée par le Chef de l'Etat mauritanien à l'Ambassadeur du Brésil. Peu après, annonce par le Gouvernement mauritanien du démarrage imminent des travaux de l'axe Kiffa-Néma, en précisant que le choix de la société de construction serait fait en fonction de l'intérêt national après consultation des bailleurs de fonds.

13 Décembre 1978 : Souffrant d'un anthrax (que certains ont interprété comme diplomatique) le Roi HASSAN II annule à la dernière minute le séjour privé qu'il devait faire en France. Le Maroc vient d'essuyer un échec devant la quatrième Commission de l'O.N.U. où une majorité écrasante s'est prononcée en faveur des droits nationaux du peuple sahraoui.

15 Décembre 1978 : Adoption par l'Assemblée générale de l'O.N.U. de deux résolutions

L'une, à une très forte majorité, réaffirme le droit inaliénable du peuple sahraoui à l'auto-détermination et la responsabilité des Nations Unies quant à la décolonisation du Sahara Occidental. L'autre, à une faible majorité, invite l'O.U.A. à faire diligence en faisant confiance au Comité ad-hoc. Cette résolution d'inspiration marocaine, représente une très grande concession par rapport au texte initial qui avait pour but de désaisir l'O.N.U. de la question du Sahara Occidental.

16 Décembre 1978 : Alger annonce un parachutage (dans la nuit du 10 au 11) d'armes et de munitions sur la côte kabyle effectué par un avion militaire marocain.

Dernière semaine de Décembre 1978 : Séjour à Paris de Smaïl OULD AMAR, Directeur de la Société Nationale Industrielle et Minière de Mauritanie (SNIM).

27 Décembre 1978 : Mort du Président BOUMEDIENE.

1er Janvier 1979 : Discours à la nation du Président mauritanien : *"La Mauritanie prendra toutes les mesures nécessaires pour sortir définitivement de la guerre... si la voie menant à un accord global demeure impraticable, nous sommes décidés à ramener la paix et la concorde et nous n'accepterons aucune situation de blocage délibéré"*.

2 Janvier 1979 : HASSAN II réagit en nommant un Secrétaire d'Etat aux Affaires du Sahara en la personne de M. Khalil Hanna OULD RACHID.

2 Janvier 1979 : Mr. Smaïl OULD AMAR, Directeur général de la SNIM, démissionne de ses fonctions.

4 Janvier 1979 : Chaleureux message de M. RABAH BITAT au Président SALECK en remerciement de la sympathie témoignée par Nouakchott lors de la mort du Président BOUMEDIENE.

6 Janvier 1979 : Visite de BOUCETTA à Nouakchott avec un message d'HASSAN II. Au même moment les troupes marocaines provoquent des incidents à Dakla pour tenter de prendre le contrôle de la ville (Dakla est le chef lieu du Tiris Gharbia) placée sous administration mauritanienne depuis l'accord de Madrid.

12 Janvier 1979 : Déclaration du Président Saleck *"La Mauritanie est, quant à elle, déterminée à régler la question du Sahara à son niveau, en tout ce qui peut dépendre de sa volonté et son pouvoir"*.

13 Janvier 1979 : Déclaration du Président SALECK à Jeune Afrique : *"Nous avons demandé aux marocains d'évacuer certains endroits bien précis. D'ici à la fin mars, la totalité des troupes marocaines se seront retirées"*. Dans la même interview, il admet que les marocains *"mettent quelque lenteur à organiser leurs moyens de transport en vue de l'évacuation"*. Il précise aussi *"qu'il ne fallait pas lier le problème du Sahara à la disparition du Président BOUMEDIENE"*. Il faut noter que les extraits de cette interview sont publiés dans le journal national mauritanien "Chaab" alors que se tiennent les travaux de la Commission mixte de coopération mauritano-marocaine.

23 au 25 Janvier 1979 : De retour d'une mission officielle en Irak, le Colonel Viah OULD MAYOUF, Ministre des transports et de l'équipement, se rend au Maroc sur invitation d'HASSAN II, à l'insu du gouvernement mauritanien. Il y est reçu avec faste (long entretien avec Hassan II) et le Maroc profitera de ce voyage pour glorifier l'assistance exceptionnelle qu'il apporterait à la Mauritanie. L'opinion mauritanienne portera un jugement très défavorable sur ce voyage et le ministre qualifié depuis longtemps de pro-marocain sera limogé lors du remaniement du 21 mars 1979.

28 Janvier 1979 : Le Front Polisario investit la ville marocaine de Tan-Tan. Les répercussions psychologiques seront très profondes au sein de la population marocaine.

29 Janvier 1979 : Le Front Polisario dénonce les pressions de Rabat qui empêchent la Mauritanie de répondre au geste de paix constitué par le cessez-le-feu.

Fin Janvier : Des slogans hostiles aux autorités mauritaniennes apparaissent sur les murs de Nouakchott le 25/1/79. Ils affirment "C.M.R.N. = P.P.M." (le P.P.M. était le parti unique de Moktar OULD DADDAH), "Marocains dehors", "A bas le racisme", "Egalité des cultures", "Revalorisation du Sud".

Ils ont été précédés de plusieurs faits :

- des rumeurs racistes ont circulé dans la communauté négro-africaine de Mauritanie provoquant un état de tension dans le pays. Elles étaient alimentées par des agents senghoriens et par le réseau de propagande (pour le recrutement de soldats) que Mme DADDAH avait organisé dans le sud-mauritanien en 1978.

Ces rumeurs confondant volontairement maures, mauritaniens et sahraouis, portaient surtout sur le racisme dont les Sahraouis auraient fait preuve à l'égard des prisonniers négro-africains, prétendant que le Front Polisario tuait systématiquement les noirs. Ceux qui ont pu rencontrer les prisonniers dans les camps sahraouis peuvent bien entendu témoigner du contraire.

- Siradiou DIALLO, de Jeune Afrique, dans un article daté de la première semaine de janvier, dit avoir reçu un document intitulé "Les négro-africains et l'oppression de l'Etat arabo-berbère mauritanien, ou la nécessité de résoudre la question nationale". Cet article est suivi de lettres publiées dans le journal et ne pouvant qu'envenimer la situation sur place.

2 Février 1979 : Le groupe d'enseignants qui voulait déclencher une grève pour protester contre l'arabisation de l'enseignement en Mauritanie se rallie aux interventions allant dans le sens de l'apaisement et renoncent à leur mouvement.

4 Février 1979 : Un article intitulé "La grande colère de la population noire" paru dans le journal français "Le Monde" fait remonter la tension, touchant cette fois-ci les deux grands groupes ethniques.

Cet article signale un tract dont le contenu témoigne plus des préoccupations de SENGHOR que de celles de la communauté négro-africaine de Mauritanie. Le tract critique l'appartenance de la Mauritanie à la ligue arabe dans la mesure où certains maures s'opposent au maintien de liens entre la Mauritanie et l'Organisation de mise en valeur du fleuve Sénégal. (O.M.V.S.)

4 Février 1979 : A la suite des attaques du Front Polisario, l'Istiqlal demande la convocation de la chambre marocaine des représentants.

6-7 Février 1979 : Arrestation à Nouakchott de personnes soupçonnées de "participer à une campagne d'intoxication". Bien que ces arrestations concernent des membres des deux communautés ethniques, il sera dit à l'étranger qu'elles frappent uniquement des ressortissants du Sud-mauritanien. Le Ministre de l'intérieur les expliquera en dénonçant les groupuscules animant une campagne d'intoxication, n'excluant pas que cette action "bien orchestrée" soit téléguidée de l'extérieur pour "destabiliser" le régime.

7-9 Février 1979 : Le 7, Marche de Soutien au Gouvernement Moustapha OULD SALECK des Elèves et des étudiants, suivie le 9 par une grande marche de l'Unité Nationale et de Solidarité des travailleurs de l'Union des Travailleurs mauritaniens avec le gouvernement OULD SALECK.

Lors des meetings qui ont lieu à cette occasion, le C.M.R.N. fustige "les nostalgiques d'un ordre révolu, les agents patentés de l'extérieur qui se sont mis à intoxiquer les masses et ont tenté par le colportage de fausses nouvelles de créer la division et la suspicion au sein de notre peuple". En effet, un vent de panique avait soufflé sur Nouakchott le 4 Février. Les boutiquiers du marché avaient baissé leurs rideaux en raison de la prétendue menace d'une manifestation négro-africaine. Des bruits concernant de graves affrontements entre communautés avaient même été répandus.

Lors des meetings, le C.M.R.N. a estimé que pour la première fois dans son histoire la Mauritanie dispose "d'un régime authentique qui n'est ni le fait d'un pouvoir colonial, ni celui des puissances étrangères". Le Président SALECK accusant certains

fidèles de l'ancien régime d'avoir trop longtemps abusé du peuple dira "les biens du peuple sont au peuple et lui reviendront effectivement, ceux qui en ont abusé, seront jugés et châtiés par le peuple".

8 Février 1979 : Le journal français La Croix, qui affiche souvent des sympathies pro-marocaines, va jusqu'à écrire à propos de l'agitation de la communauté noire de Mauritanie que celle-ci "menace de demander son rattachement au Sénégal, sa vraie mère patrie".

15 Février 1979 : Le journal mauritanien "Chaab" écrit que la campagne menée à l'extérieur a des allures néo-coloniales.

Il faut préciser qu'en Février 1966, une tension du même genre avait agité la Mauritanie. A cette époque aussi les interventions extérieures dans les contradictions normales existant entre ethnies différentes au sein d'un même peuple étaient évidentes. La tension était brusquement retombée après le limogeage des deux ministres progressistes du Gouvernement. Là encore des articles parus à l'étranger l'avaient alimentée.

14 au 20 Février 1979 : Le début de déstabilisation de la Mauritanie permet à HASSAN II de venir effectuer, dans une position politique moins inconfortable, une visite "privée" en France (entretiens les 16, 17 et 19 à l'Elysée avec le Président GISCARD D'ESTAING). Bien qu'à l'occasion d'une conférence de presse sur la politique étrangère de la France, le Président Valéry GISCARD D'ESTAING qualifie la question sahraouie de problème de décolonisation, il se confirmera dans les faits (opérations de surveillance menées par les avions français dans le ciel du Sahara Occidental depuis le mois d'Avril) qu'une assistance militaire exceptionnelle (hors de tout accord militaire connu) est fournie au Maroc.

19 Février 1979 : Dans un discours à Matam, ville de la région du Fleuve Sénégal où il n'était pas venu depuis 1973, le Président SENGHOR s'est livré à un acte jugé en Mauritanie comme frisant la provocation. Dans un lieu frontalier avec le Sud-mauritanien, agité par des problèmes linguistiques, il a déclaré "Aucune langue n'a été imposée au Sénégal", allusion directe à l'arabe devenu langue nationale en Mauritanie depuis plusieurs années. Il a ensuite annoncé l'adoption d'un décret sur le pulhar (une des trois langues du sud), sans en préciser d'ailleurs le contenu.

22 Février 1979 : Le gouvernement algérien demande à la France des éclaircissements sur "l'origine, le sens et la finalité" des déclarations "inopportunes" faites par M. Olivier STIRN sur la probabilité d'une rencontre HASSAN II/CHADLI.

24 Février 1979 : Le Président algérien CHADLI envoie un message au Président SALECK l'invitant à donner une impulsion décisive aux négociations avec le Front Polisario.

1er Mars 1979 : Déclaration de Mr. STIRN, Secrétaire d'Etat français aux Affaires Etrangères "C'est la politique de la France comme de la Communauté Européenne que de reconnaître le droit à l'autodétermination du peuple sahraoui. Il y a des populations sahraouies et c'est à elles de décider. Leur nombre ne joue pas. Il n'est pas question de nombre".

8 Mars 1979 : Une longue plaidoierie ayant pour objet de défendre la politique de MOKTAR OULD DADDAH (présenté comme "le père de la Nation") et tout particulièrement celle ayant conduit au partage du Sahara Occidental - cause de la guerre actuelle - est publiée dans le journal "Le Monde".

8 Mars 1979 : HASSAN II crée le Conseil National de Sécurité dans lequel vont siéger deux représentants de chaque parti marocain.

8 Mars 1979 : Formation du nouveau Gouvernement algérien.

8-9-10 Mars 1979 : Le journal officiel sénégalais "Le Soleil" publie une série de

trois longs articles sur la Mauritanie sous un titre générique provocateur "De la guerre à la guerre civile ?". Ces articles intitulés "Première fausse alerte", "Survivances de l'époque esclavagiste" et "Si l'exemple du Cambodge..." provoquent une très vive émotion à Nouakchott. Il est évident pour le Gouvernement mauritanien que tout est fait de l'extérieur pour essayer de provoquer une situation de "tchadisation" en Mauritanie... que tout est fait pour que les aspirations du peuple mauritanien à la paix avec le peuple sahraoui et à une gestion de ses affaires en dehors du néo-colonialisme français soient détournées et finalement noyées dans un affrontement racial dont aucun mauritanien politiquement conscient ne veut.

9 Mars 1979 : Rabat rappelle son ambassadeur à Damas et rompt ses relations diplomatiques avec Addis-Abeba, le nouveau Conseil National de Sécurité ayant décidé d'avoir une diplomatie offensive à l'égard de tous les pays entretenant des rapports avec le Front Polisario et la R.A.S.D.

10 Mars 1979 : Le Parlement marocain, au lendemain de la constitution du gouvernement algérien, recommande l'exercice du "droit de suite" en Algérie.

13 Mars 1979 : Dix personnes soupçonnées d'avoir favorisé la réalisation et la diffusion de tracts hostiles au CMRN sont arrêtées à Nouakchott. Elles seront relâchées quelques jours après.

13 Mars 1979 : Le Sénégal reçoit officiellement et avec faste, une délégation de "L'Association des originaires du Sahara anciennement sous domination espagnole (A.O.S.A.R.I.O.)". Ce groupe composé de quelques sahraouis légués à HASSAN II par l'Espagne coloniale, car ils s'étaient trop compromis avec elle, est chargé de venir informer le Sénégal qu'au cours d'une réunion à Paris (Pourquoi Paris ?), il a décidé de mener une lutte armée à l'intérieur du territoire algérien. Il a précisé que cette action allait être menée incessamment dans les régions d'Algérie "où nos frères sont retenus prisonniers".

14 Mars 1979 : Conférence de presse à Rabat du Ministre d'Etat marocain aux affaires étrangères "Le Maroc refusera désormais toute discussion sur l'affaire du Sahara qui relève des affaires intérieures chérifiennes".

Adressant un avertissement à la Mauritanie, il dira "La Mauritanie est libre de faire ce qu'elle veut de sa souveraineté à condition toutefois que tout ce qui peut toucher à la sécurité de l'un d'entre nous soit vu sous une forme commune".

15 Mars 1979 : Mr. Smaïl Ould AMAR, ancien directeur de la SNIM, annonce à Paris son intention de former un parti politique en Mauritanie.

17 Mars 1979 : Visite du Ministre sénégalais des Affaires étrangères à Nouakchott qui interrogé sur le sens de la série d'articles parus dans le journal gouvernemental sénégalais "Le Soleil", jugés hostiles au Gouvernement OULD SALECK, a répondu "Ces articles ne sauront altérer les relations privilégiées qui unissent nos deux pays".

17 Mars 1979 : L'Algérie met en garde Rabat contre toute atteinte à son intégrité territoriale.

20 Mars 1979 : Après avoir cité le quotidien mauritanien "Chaab" condamnant sans les nommer "les ennemis de l'Unité Nationale" et disant à leur sujet "leur action prend des proportions frisant la provocation", le journal sénégalais "Le Soleil" rapproche cette condamnation de l'annonce faite par Mr. Smaïl OULD AMAR de fonder un parti politique en Mauritanie. Le "Chaab" précise en effet "Les exemples ne manquent pas en Afrique où le colonisateur tente par tous les moyens de reconquérir ce continent... il faut donc déjouer le complot ourdi par les marionnettes au service des néo-colonialistes qui cherchent sans répit à destabiliser l'Afrique pour en faire la chasse gardée de leurs maîtres".

"Le Soleil" annonce par ailleurs qu'on apprend de source informée à Paris qu'un "contrôle préalable" est imposé à certaines dépêches de presse de journalistes en poste à Nouakchott.

Il faut signaler ici qu'en Mai 79, sur pressions de l'opinion publique mauritanienne, le représentant de l'Agence France Presse sera expulsé en raison du rôle joué dans la déstabilisation.

20 Mars 1979 : Le Président mauritanien OULD SALECK est investi de tous les pouvoirs par le C.M.R.N. "pour faire face aux situations exceptionnelles".

21 Mars 1979 : Coup de force en Mauritanie (Elimination des trois principaux représentants de la tendance progressiste qualifiés par le Maroc et le lobby néo-colonial de "ministres sahraouis" et d'un ministre ouvertement pro-marocain). Cette mesure qui n'impliquait pas aux yeux du Président SALECK un changement d'orientation politique a été néanmoins prise sur pressions françaises... elle sera le glas du régime du 10 Juillet 1978.

22 Mars 1979 : Dans un article paru dans "Le Monde", le correspondant à Dakar Pierre Biarnes parle des inquiétudes sénégalaises par rapport à l'avenir de la Communauté noire de Mauritanie qui se sentirait menacée par l'existence possible d'un Etat Sahraoui. A ce sujet, il rappelle que SENGHOR n'hésitait pas à évoquer "la légitimité dont pourraient se prévaloir 500 000 négro-africains pour réclamer leur indépendance si on se hasardait à donner un Etat à 70 000 Sahraouis". Il rapporte aussi que le Chef de l'Etat sénégalais, à l'occasion d'entretiens avec des diplomates en poste à Dakar, avait dit "qu'il n'hésiterait pas à exiger des Nations Unies, l'organisation d'un référendum permettant à la communauté noire de Mauritanie de s'auto-déterminer s'il s'avérait qu'elle est réellement menacée".

Ainsi donc l'humanisme senghorien estime que l'alliance impérialiste avec HASSAN II vaut bien l'effroyable guerre civile en Mauritanie qu'il s'efforce de déclencher de l'extérieur et en utilisant des agents de l'intérieur (guerre qui atteindrait tôt ou tard pourtant le Sénégal), puisque l'essentiel est d'empêcher la création d'un Etat sahraoui. Le Président SENGHOR prouve ainsi qu'il se situe aux antipodes des réelles préoccupations de la communauté négro-africaine de Mauritanie qui dans l'ensemble lutte contre l'occupation marocaine du pays et soutient avec force les droits du peuple sahraoui à l'auto-détermination et l'indépendance et n'a jamais manqué une occasion de le faire savoir au Front Polisario.

22 Mars 1979 : Dans le cadre de l'offensive de déstabilisation, le lobby néo-colonial ne trouvant personne de crédible sur lequel s'appuyer en Mauritanie essaie, par un phénomène de génération spontanée et à grands renforts de publicité, de créer l'homme politique de la situation. Smaïl OULD AMAR, porte-parole politiquement peu préparé, se met à déclarer tout haut ce que certains milieux français pensent tout bas. "Le Soleil" publie un double article concernant le nouvel oracle qui n'hésite pas à dire : "Toute solution durable à la question du Sahara Occidental doit vraisemblablement passer par un affrontement direct entre le Maroc et l'Algérie... l'Algérie ne négociera pas tant qu'elle n'aura pas connu de défaite militaire sur le terrain". Smaïl OULD AMAR, en ce qui concerne les alliances de son pays, a fait savoir que la place naturelle de la Mauritanie "est en Afrique de l'Ouest, du Maroc à la Côte d'Ivoire". La Mauritanie doit aussi privilégier ses relations "avec l'Occident et ses alliés". Il a terminé en réaffirmant sa volonté de prôner "la défense de la propriété privée, la liberté d'entreprise et la liberté des échanges commerciaux".

Il faut signaler qu'en Mauritanie, Smaïl OULD AMAR est plus en relation avec les français vestiges de la M.I.F.E.R.M.A. (dont certains ont formé une petite société d'études à Zouérate) qu'avec les Mauritaniens.

26 Mars 1979 : Un Front Walfougui (Front de lutte armée par l'auto-détermination des populations négro-africaines du Walo, du Fouta et du Guidimaka) vient de se constituer à Dakar, sous la bannière de l'ex-gendarme Diaw (seul homme disponible, n'ayant aucune représentativité en Mauritanie, trouvé sans doute par SENGHOR).

30 Mars 1979 : Voyage discret à Nouakchott de Mr. René JOURNIAC, Conseiller spécial pour les affaires secrètes de l'Elysée en Afrique. Mr. JOURNIAC conseillera fermement aux autorités mauritaniennes de se sortir du conflit sans bruit, en retirant leurs troupes des bases du Sahara Occidental qui seraient alors aussitôt occupées par les forces marocaines.

5 Avril 1979 : Déclaration du Président mauritanien OULD SALECK : "Au cas où la voie menant à la paix demeurerait bloquée, notre pays prendra les mesures nécessaires pour sortir de l'Etat de guerre". Le Président OULD SALECK qui a refusé la solution déshonorante proposée par Mr. JOURNIAC entendait trouver une issue en accord avec le F. Polisario.

Signature du marché pour la construction de la route Kiffa-Néma avec la Société Mendès junior.

6 Avril 1979 : Deuxième coup de force "légalisé" inspiré par la France. Le Colonel Ahmed OULD BOUCEIF prend la réalité du pouvoir en devenant premier Ministre de Mauritanie. Il est qualifié par les observateurs étrangers de "modéré", "libéral", "pro-occidental". Ahmed OULD BOUCEIF était en relation avec Smaïl OULD AMAR et le lobby industriel colonial de Zouérate où il avait été en poste comme commandant militaire de région en 1977 et début 1978.

9 Avril 1979 : Le Président SENHOR, après un voyage éclair à Nouakchott, donne publiquement sa caution au gouvernement OULD BOUCEIF. Aussitôt la tension créée artificiellement diminue.

12 Avril 1979 : Décisions de mise en liberté provisoire des membres du gouvernement OULD DADDAH (responsable de l'accord de Madrid et de la guerre fratricide qui en a découlé).

12 Avril 1979 : Voyage du Ministre Jean FRANCOIS-PONTET à Rabat. Le Front Polisario s'étonne que le Ministre français présente le conflit du Sahara Occidental comme une question bilatérale algéro-marocaine.

13 Avril 1979 : Conférence de presse d'OULD BOUCEIF. A une question sur l'axe Rabat-Nouakchott-Dakar, il répond "je peux vous dire que cet axe est pour nous mauritaniens un axe naturel". A une question sur le départ des troupes mauritaniennes, il dit : "le gouvernement est libre de faire appel à qui il veut pour l'aider... ces troupes marocaines sont là sur la demande du gouvernement mauritanien pour une raison précise".

14 Avril 1979 : Le Front Polisario s'interroge sur les possibilités de négociation avec la Mauritanie dans la mesure où les nouveaux dirigeants veulent favoriser l'alliance avec le Maroc et la présence en Mauritanie des troupes marocaines et françaises.

22 Avril 1979 : Sur invitation du Ministre des Affaires étrangères de Lybie, Mr. Ahmedou OULD ABDALLAH, Ministre des Affaires Etrangères de Mauritanie, se rend à Tripoli.

Au cours de discussions entre le Ministre mauritanien et une délégation du Front Polisario, il y a accord sur le principe de la remise du territoire occupé par la Mauritanie et fixation de la date du 26 Mai 1979 pour une deuxième phase de négociations au cours de laquelle seraient fixées les modalités concrètes de l'accord (délais, etc...). Un document qui constate l'accord intervenu entre mauritaniens et sahraouis est signé à la fois par la délégation mauritanienne et par la délégation lybienne. Le gouvernement mauritanien s'est efforcé ensuite, dans des termes traduisant son embarras, de démentir l'accord. Le Front Polisario a fait savoir quant à lui qu'il n'accepterait désormais des discussions avec le Gouvernement mauritanien que si elles se situaient dans le cadre de l'accord de Tripoli.

1er Mai 1979 : Le Président du Gouvernement espagnol Suarez rencontre à Alger le Secrétaire Général du Front Polisario.

2 Mai 1979 : Voyage du Premier Ministre mauritanien Ahmed OULD BOUCEIF à Fès où il rencontre HASSAN II.

3 et 4 Mai 1979 : Voyage du Premier Ministre mauritanien à Paris.

4 et 5 mai 1979 : Voyage du Premier Ministre mauritanien à Madrid puis à nouveau à Fès.

6 Mai 1979 : Après ses voyages à Paris et Fès, le Premier Ministre Ahmed OULD BOUCEIF renouvelle sa déclaration selon laquelle la Mauritanie n'a jamais signé de protocole d'accord à Tripoli et déclare "infondée" l'information selon laquelle la Mauritanie aurait accepté de restituer la partie du Sahara Occidental qu'elle occupe.

6 Mai 1979 : Fin de la mission des présidents nigérian et malien chargés par le Comité ad-hoc de l'O.U.A. de contacter toutes les parties intéressées avant la convocation d'un sommet spécial des chefs d'Etat d'Afrique sur la question du Sahara Occidental. Si les présidents nigérian et malien semblent confiants après leurs contacts en Mauritanie, en Algérie et leur rencontre avec le Front Polisario, ils considèrent après leur rencontre avec HASSAN II qu'ils n'achèvent pas leur première mission avec un "optimisme exagéré".

8 Mai 1979 : Violents affrontements à Nouakchott entre l'armée et étudiants en grève.

9 Mai 1979 : Le Laos reconnaît la R.A.S.D.

23-24 Mai 1979 : Grave tension raciale en Mauritanie qui aurait entraîné selon des informations parvenues à Paris le décès d'un à deux ressortissants de la communauté maure. A la suite de cela, le Ministre de l'Intérieur, le Commandant Thiam El Hadj, déclare que "la patience du gouvernement a des limites et que la sécurité des personnes et des biens sera assurée coûte que coûte".

Il semble que le Gouvernement ne soit plus en mesure de maîtriser les passions nées de l'entreprise de déstabilisation. Cette déclaration a été suivie d'une vingtaine d'arrestations. Parmi les personnes détenues figurerait l'ancien ministre de l'information du gouvernement issu du 10/7/78, ministre destitué le 21 mars 1979 en raison de ses positions jugées trop favorables au Front Polisario.

26 Mai 1979 : Rendez-vous de la paix à Tripoli. La délégation mauritanienne n'a pas honoré les engagements pris le 22 avril 1979.

27 Mai 1979 : Le Premier Ministre mauritanien, Ahmed OULD BOUCEIF, venu assister au sommet de la C.E.D.E.A.O. (Communauté économique de l'Afrique de l'Ouest) trouve la mort dans un accident d'avion près de Dakar. Le gouvernement mauritanien décrète un deuil de quarante jours.

Association des Amis de la République Arabe Sahraouie Démocratique
B.P. 236 - 75264 Paris Cedex 06 - C.C.P. 19303 94 K Paris



APPEL A LA MOBILISATION POUR LE DÉVELOPPEMENT DU SOUTIEN AU PEUPLE SAHRAOUI ET AU FRONT POLISARIO

(Feuille à détacher et à nous retourner d'urgence)

DANS LE BUT D'UNE COORDINATION DES ACTIONS ET D'UNE EFFICACITE
IMMEDIATE, NOUS VOUS DEMANDONS INSTAMMENT DE NOUS RETOURNER
CETTE FEUILLE

1. Quelles initiatives pouvez-vous prendre localement (contacts avec les journaux, les personnalités, etc... Distribution de tracts, affichages) ?

~~2. Liste de personnes que l'Association peut contacter et à qui l'information peut être acheminée. Personnes qui peuvent aider à répercuter l'action.~~

~~3. Souhaitez-vous participer aux activités de l'Association en rejoignant le~~

~~Département Information,
Département Aide Humanitaire
Département Relations Extérieures
Département Comités locaux~~

~~(razer les mentions inutiles)~~

4. Au cas où vous souhaiteriez rejoindre le Département Comités locaux, êtes-vous en mesure de

. rejoindre un Comité local

. créer un Comité local, regroupant des amis et des adhérents de l'Association.

5. Si vous ne pouvez pas mener une activité à travers un Comité local, êtes-vous en mesure de devenir correspondant de notre Association en :
- . recevant les communiqués de presse pour diffusion
 - . recevant Sahara Info pour diffusion
 - . recevant Sahara Libre (journal du Front Polisario) pour diffusion
 - . en dépouillant un journal régional pour nos archives

Autres suggestions que vous pouvez nous faire :

6. Pouvez-vous soutenir l'action en cours (contre information, etc...) par un versement par retour ? Chèque bancaire ou CCP à "Association des Amis de la R.A.S.D." PARIS 19303 94 K.

7. Pouvez-vous soutenir l'action à long terme (camps de réfugiés, Association) par un engagement mensuel ? Si oui, de quel montant ?

8. Pouvez-vous adhérer à l'Association pour permettre le développement de la solidarité avec le peuple sahraoui et le Front Polisario ? Si oui, remplir le bulletin ci-dessous.

Le 23 Juin prochain se tiendra l'Assemblée Générale de notre Association. Nous vous invitons à être nombreux à adhérer afin de pouvoir y participer.

Soutenez notre effort

**ADHÉSION A L'ASSOCIATION
PLUS ABONNEMENT = 70 F**

Je soussigné :

Nom et prénom Profession.

Adresse.

adhère à l'Association des Amis de la République Arabe Sahraouie Démocratique.

Je verse — la cotisation annuelle de 70 F (abonnement à Sahara Info compris). Etudiants, chômeurs : 40 F
— la cotisation de soutien francs.

en C.C.P. ou chèque bancaire à l'ordre de l'Association des Amis de la République Arabe Sahraouie Démocratique.

B.P. 236 — 75264 Paris Cedex 06 — C.C.P. 19 303 94 K Paris

PÉTITION NATIONALE

à découper et envoyer, en mettant sous enveloppe
Renvoyer le coupon destiné à l'Association

Franchise
postale

Monsieur le Président de la République

Palais de l'Élysée

55, rue du Faubourg Saint-Honoré

75008 PARIS

Association des Amis de la R.A.S.D.

B.P. 236

75264 PARIS CEDEX 06

PÉTITION NATIONALE

FAITES-LA CONNAÎTRE AUTOUR DE VOUS

Monsieur le Président de la République,

Vous avez déclaré que la question du Sahara Occidental était un « problème de décolonisation ». Or pour l'ONU et toutes les nations africaines la décolonisation c'est : le droit à l'autodétermination dans le cadre des frontières héritées de la colonisation.

C'est ce principe fondamental que les gouvernements marocain et mauritanien ont violé, malgré l'avis contraire de l'ONU, de l'OUA et de la Cour Internationale de Justice de la Haye, en occupant militairement l'ex-Sahara espagnol et en se le partageant. C'est pour vivre libre dans son pays que le peuple sahraoui se bat depuis plusieurs années.

Signature :

Pour mettre en pratique vos propos, nous vous demandons de

— reconnaître solennellement le droit du peuple sahraoui à disposer de son sort et de son territoire, dans le cadre des frontières héritées de la colonisation.

— retirer le dispositif militaire français dirigé, aux côtés des armées marocaine et mauritanienne, contre le peuple sahraoui.

— reconnaître le Front Polisario comme le seul représentant du peuple sahraoui.

— autoriser l'ouverture à Paris d'un Bureau officiel du Front Polisario.

Veillez croire, Monsieur le Président de la République, à notre profond attachement à la paix.

Nom : _____

Adresse : _____

Profession : _____

*De toutes façons
retourner ce volet*

MERCI

J'ai envoyé la pétition nationale, en faveur de la R.A.S.D., au Président de la République

NOM : _____ PROFESSION : _____

ADRESSE : _____

(Facultatif)

J'aimerais recevoir :

- des exemplaires de la présente pétition

nombre

- des informations sur votre action

oui/non

Veillez trouver ci-joint (sous enveloppe) pour soutenir votre action un chèque de

CCP : Association Amis de la R.A.S.D.
19303 94 K Paris